

Marocains du Monde

L'association Cap Sud MRE invitée par M. Mezouar

La voix de Cap Sud MRE a été sollicitée par le Secrétaire général du parti politique RNI, M. Mezouar, qui organisait, à Casablanca, le 3 novembre dernier, un colloque autour du prochain Plan de la loi de Finances 2013.



Différents syndicats de salariés et patronaux, responsables de la société civile, parlementaires et responsables politiques étaient présents, afin d'apporter leurs avis et ainsi débattre sur les orientations économiques proposées par le projet de loi de finances 2013.

C'est dans ce cadre que Cap Sud MRE a été associé afin que la représentativité des MRE soit entendue.

Il est important de rappeler que Cap Sud MRE ne se positionne pas en tant que représentant des MRE mais est représentatif ; ainsi, nous avons eu le plaisir d'évoquer cinq points qui nous paraissent essentiels pour l'intérêt de notre composante aujourd'hui :

1 - Nous avons réitéré la problématique des retraites de nos aînés : nous souhaiterions que les politiques marocains utilisent leur influence envers la France, afin de faire appliquer la loi DALO, loi votée à l'unanimité par l'Assemblée

nationale et le Parlement français, pour que les retraités d'origine marocaine puissent percevoir leur retraite intégrale, où ils résident,

2 - Nous avons explicité l'amendement que nous avons fait parvenir à M. AZAMI et qui sera débattu pour le projet de loi de finances 2013 pour la prorogation de l'admission temporaire de nos véhicules et ainsi de passer d'une durée des six mois à douze mois, moyennant l'acquittement de la vignette fiscale si nous excédons les six mois de présence sur le territoire et nous permettant, ainsi, d'être assujettis au même régime fiscal que les Marocains immatriculés au Maroc,

3 - Que soient appliqués les articles 16-17-18 de la nouvelle Constitution nous permettant, pour la première fois, de faire valoir nos droits de pleine citoyenneté et de choisir nos futurs représentants politiques ; que les futurs représentants des MRE dans les institutions et partis politiques, devront, eux-mêmes, être des MRE et, de préférence, de 2 générations pour

une question de maturité politique.

(Les pays de naissance considèrent déjà les MRE de nationalité du pays de résidence comme des représentants politiques de premier ordre, ex : France, Belgique, Pays-Bas...),

4 - L'importance de modifier la perception caricaturale de notre composante auprès des différentes institutions nationales et acteurs économiques de notre nation et, ainsi, de prendre définitivement compte de nos évolutions démographiques (seconde, troisième et quatrième générations) car nos besoins et attentes sont diamétralement différents de ceux de nos aînés

5 - Que le Maroc oriente sa vision et sa stratégie envers sa diaspora comme des partenaires bilatéraux et dont la particularité étant leur

binationalité, de profiter ainsi de ce lien pour amplifier l'influence économique, politique et culturelle que nous représentons dans nos pays de naissance car d'autres pays tels les USA, la Suède et, plus médiatiquement le Qatar, nous ont identifiés comme des interlocuteurs d'avenir.

Nous sommes les réels AMBASSADEURS DU MAROC.

Nous avons été très heureux et satisfaits par l'importance qui nous a été donnée par M. MEZOUAR et l'ensemble des cadres du parti, mais surtout, par la place des MRE dans ce colloque, et l'écoute attentive dont ont fait preuve les différents acteurs présents.

Par M. Salem FKIRE, Président de CAP SUD MRE



GÉO PLANÈTE SOLUTIONS INC.

CLIMAT / ENVIRONNEMENT
* Évaluations de la vulnérabilité et élaboration des politiques d'adaptation face aux changements climatiques;
* Études d'impact environnementaux;
* Inventaires d'émissions et d'absorption des gaz à effet de serre.

GÉOMATIQUE
* Systèmes d'information géographique (SIG) pour des problèmes locaux à l'échelle mondiale, provinciale ou nationale;
* Cartographie topographique ou thématique ;
* Conception et production d'atlas numériques ou analogiques.

FORMATION CONTINUE EN MILIEU DE TRAVAIL
* Dans le domaine des systèmes d'information géographique (SIG);
* Pour la cartographie, l'acquisition des données cartographiques et la production numérique ou analogique de cartes;
* Concernant l'évaluation de la vulnérabilité face aux changements climatiques, en général, et face à la hausse du niveau moyen de la mer en particulier ;
* Pour les communications nationales en réponse à la convention cadre des Nations Unies pour les changements climatiques.

à chaque problème, nous avons une solution pratique et peu coûteuse !

www.geops.ca Courriel: info@geops.ca